

Un audit des finances locales inquiétant

L'audit des finances de la Ville dresse un tableau préoccupant pour l'avenir. Si aucune décision n'a été prise jeudi soir, le portefeuille du contribuable va probablement être sollicité à l'avenir.



Le consultant du cabinet Service public 2000 a dressé un état des lieux préoccupant des finances de la Ville, devant une centaine de personnes qui ont fait le déplacement à la salle de la Conserverie, jeudi soir, pour en savoir plus.

Réagir

L'état des finances de la Ville n'est pas réjouissant. C'est en substance le message délivré aux Gillocruciens lors de la présentation de l'audit des finances, jeudi soir, à la Conserverie.

Un exposé d'environ deux heures pour aboutir à la conclusion qu'il est urgent de réagir « pour rétablir et pérenniser l'équilibre financier de la Ville », selon Claude Kayser, consultant senior chez Service public 2000, le cabinet parisien chargé de l'analyse par la mairie.

celles liées au remboursement du capital retranchées, l'épargne nette constitue une source majeure pour financer l'investissement.

À Saint-Gilles où la Ville table en général sur un budget de fonctionnement de 10 millions d'euros, l'épargne nette a été divisée par quatre sur la période observée pour atteindre 317 000 € fin 2013. « Elle sera proche de zéro à fin 2014 », prédit le cabinet d'études. Ce niveau de résultat ne permet pas d'envisager des investissements.

dans son fonds de roulement, c'est-à-dire dans le fond de son portefeuille. « D'ordinaire, un fonds de roulement est seulement dédié à donner un coup de pouce ». Donc pas à financer des budgets.

Autre paramètre à prendre en ligne de compte, la Ville a vendu des biens en 2011.

Ce qui a contribué à améliorer l'ordinaire des finances locales. Mais aussi à masquer une situation qui s'est très vite dégradée.

Dettes

« La situation n'est pas catastrophique », selon le cabinet d'audit Service public 2000. À la fin 2013, il fallait six à sept ans pour rembourser la dette. Soit pas encore le seuil d'alerte, situé à huit ans. Sur les 24 emprunts contractés par la Ville, 15 sont à taux fixes et 8 à taux variables sans risques. En revanche, un emprunt est dit structuré, donc toxique. A lui seul, il pèse 50 % des annuités d'emprunts en 2014 !

Prospective

Plus la soirée avançait, plus le scénario d'une augmentation des taxes locales se profilait à l'horizon. « Le taux des taxes locales est moins élevé que la moyenne nationale » pour la strate d'une ville du niveau de Saint-Gilles.

Si aucune décision n'a été prise hier, les conseils de l'audit préconisent une augmentation des impôts d'environ 31 % pour la taxe d'habitation par exemple.

Parallèlement, l'audit conseille une restriction des dépenses sur le train de vie de la Ville et la chasse systématique à des recettes pour obtenir des marges de manœuvre. Cela pourrait passer par des diminutions de subventions aux associations, des réductions d'abattements sur les taxes d'habitation et des diminutions d'exonérations de la taxe foncière.

L'enjeu est, pour la Ville, de pouvoir dégager 21 millions d'euros d'investissements sur l'ensemble du mandat.

Indicateur alarmant

L'étude s'est d'abord attachée à analyser les trois derniers budgets de la Ville, de 2011 à 2013. L'observation débouche sur un indicateur alarmant. Celui de l'épargne nette. Cette ligne traduit le résultat financier de la Ville. Il tient compte du différentiel entre les recettes et les dépenses de fonctionnement de la collectivité.

Une fois les charges financières liées aux intérêts d'emprunts et

Finances dégradées

Comment en est-on arrivé là ? Dans l'exercice courant du fonctionnement de la Ville, Saint-Gilles voit ses charges progresser à un rythme annuel de plus de 4 % alors que les recettes stagnent, notamment en raison de la baisse de la dotation globale de fonctionnement attribuée par l'État.

Pour financer ses investissements pendant cette période, elle a puisé